

Témoignage d'une personne enfermée au CRA de Lille Lesquin

Je suis en France depuis 19 ans, précisément dans les Hauts de France, j'ai un travail et un logement à mon nom. Je suis arrivé sur le territoire avec un visa Schengen Mention étudiant.
J'ai obtenu des diplômes en France (Licence et M1) Je n'ai jamais eu de démêlés avec la justice.

La Préfecture du nord m'a retiré mon titre de séjour l'été 2023, donc OQTF (obligation de quitter le territoire) et interpellé 2 ans après ladite décision (juin 2025).
Je traverse le pire moment de ma vie et me sens seul contre une panoplie d'injustices à laquelle je tente de résister au quotidien.

En effet, j'ai été interpellé par la PAF (Police aux Frontières) (Interpellation au faciès bien évidemment, mais ce type de contrôle est devenu la normalité de nos jours en France), devant la gare Lille Europe, attendant un uber pour aller à un point de rendez vous avec mes collègues de travail dans le but de partir en déplacement à Paris .

Les agents de la PAF m'ont ensuite ramené au commissariat de Lille où une OPJ (officier de police judiciaire) m'attendait pour une audition. À mon arrivée dans son bureau, je me fais agresser verbalement par ladite OPJ, des propos du genre : " la France ne veut plus de vous, cassez vous...")

Cependant, je refuse catégoriquement de signer le procès verbal rédigé à mon encontre qu'à condition de la présence de mon avocate qui me défend en recours de l'OQTF dont je fais l'objet, et ce depuis l'été 2023.

Ensuite, je suis placé en retenue administrative vers 2h30 dans une cellule de garde à vue très insalubre (pisse, sang et vomi par terre) , caméra gaffé.

Nous sommes 3 dans la cellule, nous demandons à avoir un avocat, de l'eau, de la nourriture et à consulter un médecin il faisait très chaud ce jour là en plus.

Ces « gardiens de la paix » nous refusent toutes nos demandes à l'exception d'une unique bouteille d'eau de 33 cl qu'on nous donne qu'à 11h.

J'ai fait une tentative de suicide vers 13h. À la suite de cet événement, j'ai demandé à voir un médecin, on me le refuse encore une fois.

Mon avocate qui m'assistait depuis presque 2 ans ne s'étant pas présentée jusqu'à 13h, j'ai demandé à être assisté par un Commis d'office, l'OPJ me dit que "c'est trop tard" comme si c'était un privilège d'être assisté par un avocat lors d'une audition.

Par ce biais, L'OPJ en question a rédigé le PV (procès-verbal) de l'audition qui n'a jamais eu lieu ; de façon à la fois unilatérale et à mon insu.

Ensuite, je suis placé en rétention au CRA de Lille Lesquin vers 17h30 où on ne me propose un médecin qu'à 18h.

Je suis présenté devant le JLD le **** juin 2025.

A défaut d'avoir trouvé un avocat en privé, je suis assisté par une Avocate commise d'office dont j'ai toujours ignoré le nom, qui a scellé mon sort tout simplement (incompétence, aucune considération à mon égard).

Elle a juste pris l'initiative de bâcler sa plaidoirie au gain du Ministère de l'intérieur.

Par ailleurs, je fais appel de la décision et cette fois ci, je suis assisté par Maître ***** avec qui j'ai déjà traité.

Devant la cour d'appel de Douai, Maître ***** a exposé de nouveaux moyens de défense que la Présidente de la cour a jugé irrecevables du seul fait qu'ils n'ont pas été soulevés en première instance (Salade) car là, il ne s'agit plus d'appel...

Durant cette "promenade" à Douai, un retenu d'origine présumée marocaine s'est fait tabassé à coups de poing par les agents de la PAF sachant qu'il était inoffensif, menotté, prise au cou et un autre agent lui assignant ces coups de poing au visage et aux côtes.

NB : Ces événements se sont déroulés au sein de la CA de Douai en présence de caméras.

Les agents de la PAF l'ont menacé et dissuadé en ma présence pour qu'il ne porte pas plainte car lui n'arrêtais pas de répéter qu'il porterait plainte contre eux.

J'ai tout fait pour le convaincre de porter plainte et j'ignore s'il y'a eu un aboutissement .

Personnellement, je vis une situation indigne de la condition humaine et ce, depuis mon interpellation , me voici aujourd'hui subissant manœuvres machiavéliques, pièges et injustices de toute sorte avec les agents du CRA Lille-Lesquin.

Manifestement, nos droits et libertés sont bafoués de manière scandaleuse et très rares sont les personnes qui font barrage face à ces agissements gravissimes et arbitraires.

La France se permet au regard du droit international de mettre "entre guillemets" notre vie du jour au lendemain et de saccager notre dignité. Nous sommes dépourvus de droits des plus fondamentaux en 2025 et en France.

Pour ce, je suis prêt à me battre jusqu'à mon dernier souffle et j'ai besoin d'organes très indépendants et de personnes de bonne volonté, engagés comme le Collectif anti-cra pour ne citer qu'eux.

Aujourd'hui, force est de constater qu'il n'y a lieu de parler de séparation de pouvoir.

Mieux, l'Etat français, la justice française, l'association ASSFAM (association qui travaille à l'intérieur du CRA) etc... sont contre nous et œuvrent au quotidien pour nous renvoyer dans nos pays respectifs QUELQUE SOIT TA SITUATION PERSONNELLE en France.

L'OQTF est distribuée de nos jours comme des flyers et le CRA est aujourd'hui une ZONE DE NON DROIT.

J'ai l'intime conviction qu'il ne s'agit plus de justice, de respect de droits des plus fondamentaux, mais de malversations de la part de la justice française dignes de scénarios hollywoodiens.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Source : <https://lille.indymedia.org/spip.php?article37420>